

Mords ça! Document d'information 2022: L'insécurité alimentaire au Canada

Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme: *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment par l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.*

Le Canada a le devoir de faire respecter les droits humains de tous les habitants du pays et a signé de multiples conventions internationales sur les droits de la personne, dont le droit à l'alimentation. Les rapports du gouvernement fédéral indiquent qu'il est en voie d'atteindre, voire de dépasser, les objectifs de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Mais même avec ces améliorations, des millions de personnes sont laissées pour compte. En même temps, les taux d'insécurité alimentaire ont continué à grimper au Canada, **avec une moyenne provinciale de 15,9% en 2021, et des taux encore plus élevés dans les territoires.**

L'insécurité alimentaire n'est pas une question de manque de nourriture, mais plutôt de manque de revenu et d'accès. Les taux d'aide sociale (y compris l'aide sociale et les mesures de soutien aux personnes handicapées) sont inférieurs au seuil de pauvreté dans chaque province et territoire¹ 63,1% des ménages de bénéficiaires connaissant l'insécurité alimentaire.² 13,7 % des ménages dont la principale source de revenu est un emploi sont également en situation d'insécurité alimentaire.³ Les salaires et les soutiens du revenu inadéquats sont aggravés par les coûts élevés du logement, de la garde d'enfants, des besoins médicaux et d'autres éléments essentiels, ce qui fait que des millions de personnes doivent sacrifier leur budget alimentaire lorsqu'il n'y a pas assez d'argent pour payer le loyer et d'autres dépenses "non négociables".

L'insécurité alimentaire est ressentie de manière disproportionnée par les Noirs, les Autochtones, les personnes handicapées et les personnes ayant un statut d'immigration précaire. 28,9% des ménages noirs et 28,2% des ménages indigènes vivent dans l'insécurité alimentaire, contre seulement 11 % des ménages blancs.⁴ Les taux d'insécurité alimentaire s'intensifient pour les personnes qui subissent des formes d'oppression croisées, comme les personnes 2SLGBTQ+, les femmes, les mères célibataires, ainsi que les personnes âgées et les jeunes adultes.

Au Nunavut, près de la moitié de la population connaît l'insécurité alimentaire. Les frais d'expédition font en sorte que les prix des aliments sont les plus élevés au pays, tandis que la hausse des prix du carburant et les répercussions du changement climatique font en sorte qu'il est plus difficile de chasser et de cueillir les sources d'aliments traditionnels. La faim et la détresse mentale engendrées par l'insécurité alimentaire et la pauvreté dans le Nord ont conduit à la violence familiale et à une augmentation des taux de suicide. Les communautés inuites du Canada les taux de suicide les plus élevés au monde.⁵

De nombreux travailleurs migrants et résidents sans papiers travaillent dans les fermes, les usines, les usines de production alimentaire, les restaurants, les épiceries et dans l'économie de la livraison

¹ Fondation Maytree, Welfare in Canada (Le bien-être social au Canada) (2021). Récupéré de <https://maytree.com/welfare-in-canada/canada/>

² Tarasuk V, Li T, Fafard St-Germain AA. (2022) Household food insecurity in Canada (L'insécurité alimentaire des ménages au Canada), 2021. Toronto: Recherche visant à identifier les options politiques pour réduire l'insécurité alimentaire (PROOF). Récupéré de <https://proof.utoronto.ca/>

³ Idem ci-dessus

⁴ Statistique Canada, Canadian Community Health Survey (CCHS) (Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes) (ESCC), 2017-2018

⁵ Affleck W, Chachamovich E, Chawky N, Beauchamp G, Turecki G, Séguin M. (2020). Suicide amongst the Inuit of Nunavut: An Exploration of Life Trajectories

de nourriture au Canada. Ils sont essentiels à nos systèmes alimentaires et à notre société, mais n'ont actuellement pas accès à des salaires équitables, à des protections pour les travailleurs, à des soins de santé et à de nombreux autres avantages et programmes gouvernementaux, laissant ceux qui soutiennent nos systèmes alimentaires dans une situation d'insécurité alimentaire.

La charité alimentaire n'est pas la solution. Les banques alimentaires offrent une aide d'urgence, mais ne s'attaquent pas aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. On estime qu'il y a de 3 à 7 fois plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire que d'utilisateurs de banques alimentaires.⁶ Les banques alimentaires peuvent aussi avoir des obstacles à l'accès, comme des bâtiments inaccessibles et le manque de transport abordable et accessible, et la pratique courante d'exiger une pièce d'identité émise par le gouvernement. De plus, de nombreux utilisateurs de banques alimentaires déclarent ne pas recevoir d'options nutritives ou culturellement appropriées.

La sécurité alimentaire conduit au bien-être, à la santé et à la dignité des communautés, mais elle exige des gouvernements qu'ils fassent respecter les droits de la personne et qu'ils mettent en place des systèmes alimentaires durables garantissant des conditions de travail sûres pour tous. La sécurité alimentaire requiert la sécurité des revenus et un logement abordable. Elle nécessite de renforcer les systèmes alimentaires communautaires où chacun peut accéder aux aliments qu'il souhaite et dont il a besoin dans la dignité.

Faire respecter les droits de la personne signifie mettre fin à l'insécurité alimentaire et éradiquer la pauvreté. Toutes les actions politiques doivent reconnaître et renverser les systèmes d'oppression qui privent de manière disproportionnée certains groupes de leurs droits fondamentaux et s'efforcer de combler les écarts dans nos résultats sanitaires et socio-économiques.

ACTIONS POLITIQUES RECOMMANDÉES

❖ **Augmenter la sécurité du revenu** : Augmenter les prestations de revenu fédérales, notamment l'assurance-emploi, l'allocation canadienne pour les travailleurs, les prestations canadiennes pour l'invalidité, le supplément de revenu garanti, les prestations canadiennes pour le logement et l'allocation canadienne pour enfants, afin de tenir compte des lacunes et des insuffisances actuelles. Élargir l'admissibilité afin que toutes les personnes vivant au Canada soient automatiquement inscrites aux prestations.

❖ **Un statut pour tous** : Accorder à toute personne vivant au Canada le statut de résident permanent afin qu'elle ait accès à des salaires équitables, à la protection des travailleurs, aux soins de santé, à l'assurance-emploi, aux prestations et aux programmes gouvernementaux.

❖ **Subventionner les coûts de transport des aliments vers le Nord** : Bien que cette recommandation ne permette pas de résoudre toutes les formes d'insécurité alimentaire dans les communautés du Nord, l'augmentation des subventions gouvernementales pour les frais d'expédition des aliments rendra les coûts alimentaires immédiatement plus abordables pour les résidents.

❖ **Soutenir les programmes communautaires et la souveraineté alimentaire** : Fournir un financement stable et adéquat aux programmes alimentaires gérés par la communauté et sans but lucratif (en particulier pour les organisations dirigées par des autochtones et des Noirs), en reconnaissant les membres de la communauté ayant une expérience vécue de l'insécurité alimentaire comme des experts en matière de services et d'options alimentaires nécessaires.

⁶ <https://proof.utoronto.ca/resource/relationship-between-food-banks-and-food-insecurity-in-canada/>